

**BURKINA FASO**  
**Unité-Progress-Justice**



**PRESIDENCE DU FASO**

*Centre d'Analyse des Politiques Économiques et Sociales*  
**CAPES**



**01 BP 1919 Ouagadougou 01**

**Tél. 25374355/78/79**

**Site web : [www.capes.bf](http://www.capes.bf)**

## **NOTE DE CONJONCTURE**

**Sauvegarde de l'intégrité et restauration socioéconomique des personnes déplacées internes au Burkina Faso**



**Mars 2022**

**Rédigée par :** TAPSOBA /MARE Gisèle, Chargé d'études, Département économie et développement

**Sous la supervision :** Dr SANON Victor, Directeur Exécutif

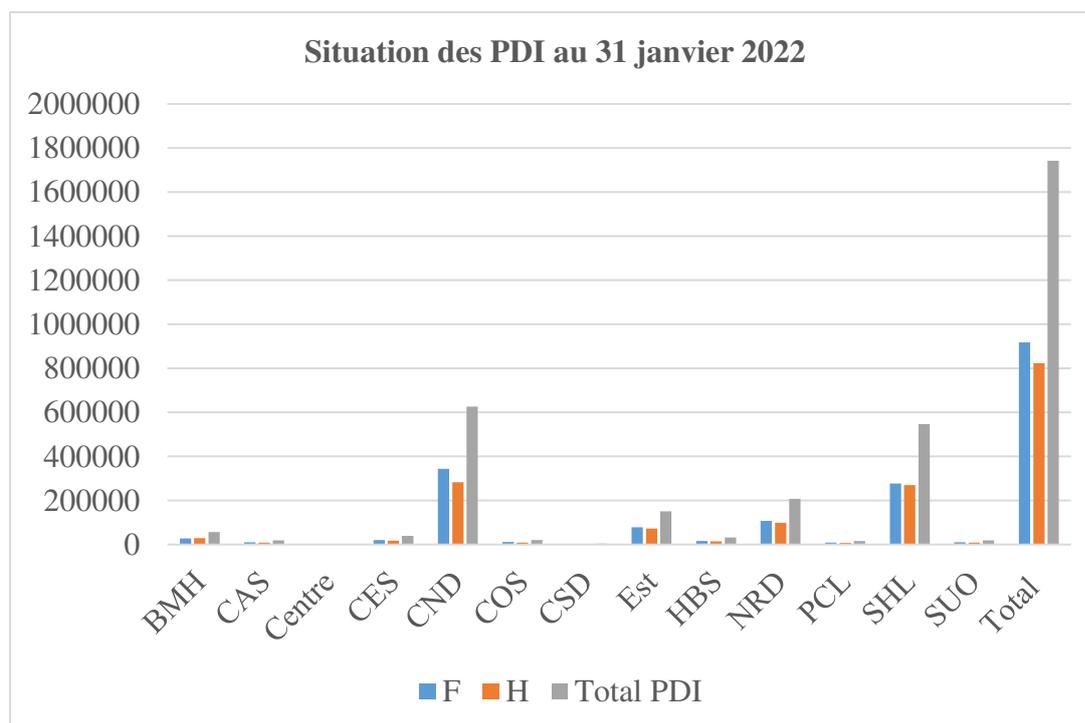
**Avec la contribution :** Dr SANOU Erdjouman, Directeur de la Prospective et de Veille stratégique

## Sommaire

<b>Sommaire</b> .....	2
<b>I. Contexte et justification</b> .....	3
<b>II. Orientation de mobilisation des ressources en soutien à la réinstallation des PDI</b> .....	4
<b>2.1 Situation actuelle de gestion de la crise</b> .....	4
<b>2.2 Actions du gouvernement</b> .....	5
<b>2.2.1 Programme d’Urgence pour le Sahel (PUS-BF)</b> .....	5
<b>2.2.2 Programme Spécial pour la Réhabilitation des PDI (PSR-PDI)</b> .....	5
<b>2.3 Proposition de mobilisation des ressources</b> .....	5
<b>2.3.1 Auprès des Associations et ONG</b> .....	5
<b>2.3.2 Auprès des partenaires bilatéraux</b> .....	5
<b>2.3.3 Auprès des partenaires multilatéraux</b> .....	6
<b>III. Remporter le défi communicationnel</b> .....	6

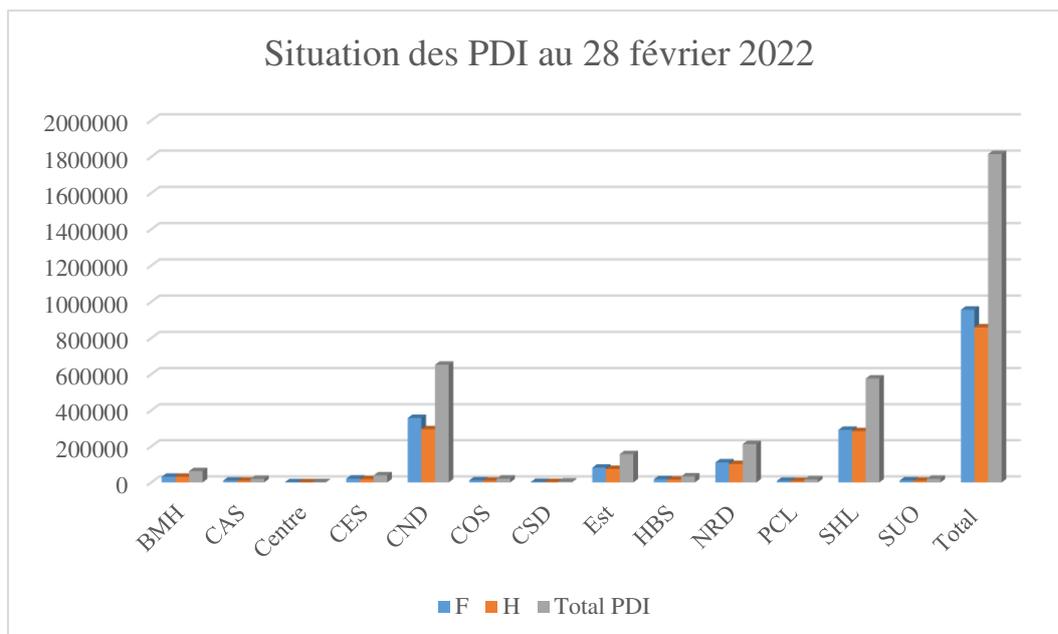
## I. Contexte et justification

Une nouvelle ère d'atrocités s'est installée au Burkina Faso depuis janvier 2016. La psychose, les exactions de toutes natures, les tortures, les humiliations, les dégâts divers, les pertes en vies humaines, etc. n'ont cessé d'envenimer le quotidien des Burkinabè depuis lors. En 2019, un nouveau corollaire de cette calamité apparut : il s'agit du déplacement en masse des populations fuyant toutes ces atrocités et leur installation dans des villes plus sécurisées à l'intérieur du pays. Appelées personnes déplacées internes (PDI), leur nombre n'a cessé de croître. Au départ sporadique dans les villes de Kaya, de Ouagadougou, de Ouahigouya, de Fada en environnant, en mars 2022, toutes les treize régions regorgent des sites d'accueil des PDI. La situation à la date du 31 janvier 2022 se présente comme suit selon le SP/CONASUR : 1 741 655 PDI réparties en 53% de femmes (917 815) et 47% d'hommes (823 840).



Un accroissement de 10,23% par rapport au mois précédent (31/12/2021) est enregistré. A la date où cette note de conjoncture est rédigée, les déplacements se poursuivent pour les mêmes causes et avec la nouveauté de la destruction de tous les points d'eau des villages déguerpis et le saccage des installations d'électricité. La répression de ces exactions par les FDS et les auxiliaires (VDP) portent ses fruits. Du 15 au 28 février 2022, l'opération YAABTENGA 1 au Centre Nord a permis de sécuriser 5 villages et d'encadrer le retour des PDI dans leur village de départ.

La situation de ces PDI au 28 février 2022 a connu un accroissement significatif mais moins important que l'accroissement au 31 janvier 2022.



On note une augmentation du nombre de PDI d'environ 4,17% par rapport à la situation du 31/01/2022 (1 741 655 PDI). Les régions du Centre Nord, de l'Est et du Nord ont connu les plus forts taux d'accroissement. Le Centre, qui regorge peu de PDI enregistrés passe de 100 à 1051 soit un taux d'accroissement de 90,48%.

Un constat se dégage, il s'agit de la réduction du nombre des PDI hommes dans les régions du Centre Est et du Plateau Central respectivement de 06 et de 36.

Dans ce contexte de multi-crisis au Burkina Faso pour cause de COVID-19, de terrorisme et de leurs corollaires tels que la flambée des prix des denrées de première nécessité, l'insuffisance de couverture des infrastructures socio-sanitaires des zones d'accueil, le Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales (CAPES) balaie l'actualité et projette les solutions plausibles en soutien à la prise de décision de l'autorité pour la poursuite du retour des PDI dans leur localité de départ.

## II. Orientation de mobilisation des ressources en soutien à la réinstallation des PDI

### 2.1 Situation actuelle de gestion de la crise

Cette crise sécuritaire, qui perdure et qui détruit des vies humaines met à rude épreuve toutes les projections de croissance économique. L'arrêt de fonctionnement des grandes infrastructures socio-économiques du pays telles que le marché à bétail de Djibo, le marché de Pama et autres ainsi que le freinage de la mobilité des personnes et des biens à travers l'interdiction aux transporteurs routiers d'assurer le trafic ont écroulé davantage cette économie à l'échelle micro - économique.

Les opérations de restauration de l'intégrité du territoire et de la paix par les FDS et auxiliaires de sécurité produisent des résultats. Du 18 février au 1<sup>er</sup> mars 2022, l'opération OUARWEOGO a été conduite dans plusieurs localités de la région du Centre Est jusqu'à la frontière avec le Togo. Ce qui a permis de détruire deux bases terroristes. Il y a aussi l'opération YAABTENGA 1 citée plus haut.

Les opérations humanitaires suivent la restauration de l'intégrité du territoire. Des aéronefs de transport ont permis de ravitailler Foubé, Kelbo, Tankoualou, Foutouri et Madjoari. Aussi 500

tonnes de vivres, de produits de première nécessité et du carburant ont été escortés au Nord et au Centre Nord.

Plusieurs autres actions se mènent par nos braves soldats en fonction du terrain.

## **2.2 Actions du gouvernement**

Depuis le début de la montée des activités terroristes, le gouvernement a pris les devants en mettant en avant des initiatives spécifiques de développement pour apporter une réponse structurelle permettant de relever le niveau de vie des populations dans les zones concernées.

### **2.2.1 Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS-BF)**

Une des plus importantes initiatives a été le Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS-BF) adopté en 2017. Le budget global du PUS-BF était de 455 milliards de F CFA et couvrait la période 2017- 2020. Il se voulait une réponse holistique aux questions de développement. La situation actuelle des PDI montre clairement que ce programme n'a pas atteint les résultats escomptés. Certainement que les orientations et les cibles de ce programme auraient dû être choisies avec beaucoup plus de précautions.

### **2.2.2 Programme Spécial pour la Réhabilitation des PDI (PSR-PDI)**

C'est un programme essentiellement orienté vers le renforcement des capacités des PDI (les infrastructures sociales et les investissements physiques viendraient après). Les principales activités se résument aux points suivants :

- Formations à des métiers ;
- Formations à des techniques de production ;
- Alphabétisation fonctionnelle ;
- Financement de package de réinstallations.

## **2.3 Proposition de mobilisation des ressources**

La mobilisation des ressources humaines et financières reste un maillon essentiel pour investir toute la chaîne terroriste. Les interventions actuelles des auxiliaires de sécurité (VDP) en sont une illustration. Le décret du Président de la Transition pour la mobilisation des forces de sécurité à la retraite renforce cette mesure. Il ne sera pas fortuit de mobiliser les informaticiens, les communicateurs, les mécaniciens (pour réparer les engins des VDP et FDS in situ), à des endroits stratégiques d'intervention et de diffusion de l'information. La mise en cohérence des besoins matériels, financiers, humains doit être de mise à tout point de foyers d'opérations.

### **2.3.1 Au près des Associations et ONG**

Au près de ces ONG, mettre en place une cellule de crise supra pour la coordination, le suivi, l'orientation des activités du domaine de l'atténuation des effets de la crise sécuritaire. Elle aura pour mission entre autre de rendre compte de façon hebdomadaire à l'autorité des différentes évolutions.

### **2.3.2 Au près des partenaires bilatéraux**

Au niveau des partenaires bilatéraux, il y a eu des annonces de soutien à la crise. L'ambassade de la République populaire de la Chine avait annoncé des caméras de surveillance et autres

matériels de détection. Le suivi de l'opérationnalisation de cette promesse est important. Certains partenaires bilatéraux, qui ont la culture des appuis budgétaires comme le Japon peuvent être aussi mis à contribution.

### **2.3.3 Au près des partenaires multilatéraux**

Pour ce qui concerne les partenaires multilatéraux, il y a au moins une double opportunité. Dans l'immédiat, le montage de dossier de sollicitation des appuis budgétaires. La mobilisation de ces appuis budgétaires permettra d'assurer des kits de réinstallation aux PDI, du cash et la réfection d'un minimum d'ouvrages sociaux (eau potable, école, poste de santé). Dans le court terme, la révision des objectifs des projets en cours d'exécution est nécessaire pour tous les projets intervenant dans les zones de crises sécuritaires. Cette révision voudra bien prendre en compte la complémentarité des activités en faveur des PDI. La demande de l'avis de non objection de ces partenaires multilatéraux doit être imminente afin de déclencher la procédure. Tous les projets et programmes de l'ensemble des zones de crise sécuritaire doivent être mis à contribution pour un panier commun des ressources et une nouvelle dynamique de définition des activités.

*Opérationnalisation* : Tenue d'une assemblée générale des projets et programmes concernés sous l'égide du Ministère en charge des finances.

## **III. Remporter le défi communicationnel**

La communication joue un rôle fondamental dans la culture de la sécurité urbaine et rurale, puisqu'elle influence beaucoup la perception qu'ont les gens de la sécurité. Il serait nécessaire qu'une conjugaison de compétences pluridisciplinaires, intervienne dans le cadre d'une approche globale, intégrée et cohérente. Il faut gagner la bataille psychologique et communicationnelle autour des PDIs et leur retour dans leurs localités d'origine.

Une stratégie de communication assortie d'un plan de communication opérationnel et pragmatique pourrait être mis en place pour la coordination des actions en faveur des PDIs. Les institutions financières, les multiples ONG et les PTF peuvent être sensibilisés à agir en synergie sous l'implication directe de la Présidence du Faso pour accompagner les PDIs qui ont encore quelques ressources pour relancer leurs activités économiques, et pour leur réinstallation car beaucoup de PDI ont tout perdus. A travers cette implication le financement du retour des PDIs peut être une opportunité d'une dynamique économique au niveau des localités concernées.

Les nombreuses actions humanitaires et les réflexions entre les acteurs et structures pourront ainsi être capitalisées.